Accra, Ghana, 15 septembre (Infosplusgabon) - Plusieurs dirigeants de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sont arrivés au Ghana pour une réunion consultative de 24 heures consacrée à la crise malienne.

La Télévision ghanéenne, Ghana Broadcasting Corporation (GBC) Television, a annoncé que les présidents du Togo, de Guinée, du Niger, du Burkina Faso, de Côte d'Ivoire et le vice-président du Nigéria sont arrivés au Ghana pour cette réunion qui se tiendra à la Villa présidentielle de Peduase.

Une délégation de la junte militaire malienne, le Comité national pour le salut du peuple (CNSP), dirigé par son chef, le colonel Assimi Goïta, est arrivée lundi à Accra.

Dimanche, le ministre ghanéen de l'Information, Kojo Opong Nkrumah, avait indiqué que la réunion d'Accra s'inscrivait dans le cadre des efforts visant à trouver une issue à la crise politique au Mali.

Les dirigeants de la CEDEAO, lors de leur rencontre de la semaine dernière à Niamey, avaient proposé au CNSP qui a renversé Ibrahim Boubacar Keïta, le 18 août dernier, une transition de 12 mois.

Le CNSP, pour sa part, a achevé trois jours de consultations nationales sur la transition samedi, par l'adoption d'une Charte de transition et une feuille de route en vertu de laquelle le Mali aura un gouvernement de transition pendant 18 mois.

Les 500 participants ont recommandé que le président du gouvernement de transition pourrait être un civil ou un militaire.

Le gouvernement de transition aura un vice-président, un maximum de 25 ministres, un conseil qui fera office d'organe législatif composé de 121 membres répartis entre les forces de défense et de sécurité et tous les secteurs du pays.

Toutefois, le principal mouvement d'opposition dont les manifestations persistantes contre le Président keïta ont provoqué le coup d'Etat, s'est dissocié de la Charte finale de transition au motif que les conclusions ne reflètent pas les décisions du peuple.

Le Mouvement du 5 juin - Rassemblement des Forces patriotiques (M5-RFP) estime que le document final produit à l'issue de la réunion ne reconnaît pas pleinement son rôle et celui des martyrs de la lutte pour le changement.

La Charte ne prend pas non plus en compte le point de vue de la majorité qui souhaite que la transition soit présidée par un civil, ainsi que le choix d'un Premier ministre civil.

Dans un communiqué rendu public samedi, le M5-RFP a condamné l'inclusion de points à la Charte qui n'ont jamais fait l'objet de débats, et condamné la décision unilatérale qui inclut plusieurs points du document qui n'ont été ni discutés, ni acceptés, et a dénoncé l'intimidation, les pratiques antidémocratiques et injustes d'une autre époque qui ont été à la source de la lutte pour le changement.

"La volonté de s'emparer et de confisquer le pouvoir au profit du Comité national pour le salut du peuple (CNSP), la junte qui a pris le pouvoir le 18 août dernier, ne peut justifier les méthodes utilisées, qui fragilisent le processus de transition", indique le communiqué.

© Copyright Infosplusgabon